



UNION DÉMOCRATIQUE DU CENTRE
Secrétariat général
Rue de la Louve 1- 1003 Lausanne
Tél. 021 806 32 90 www.udc-vaud.ch
E-mail : secretariat@udc-vaud.ch

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU 28.06.2024

L'UDC Vaud refuse l'instauration d'un « récépissé » de police

Une motion déposée au Grand Conseil demande l'instauration d'un « récépissé » de police établi par les agents lorsque ceux-ci procèdent à des contrôles. Derrière cette mesure chicanière, cette motion entretient le mythe d'un prétendu racisme systémique. L'UDC soutient les policiers et refusera cette motion qui affaiblit l'ordre public.

Depuis plusieurs décennies, la gauche militante entretient un discours anti-policier tenace. Les activistes violents et leurs relais politiques au Grand Conseil fabriquent un discours de toute pièce contre les autorités et, en particulier, contre la police dont la présence en uniforme dans nos rues rend visible l'autorité et rappelle qu'elle existe.

La motion déposée par l'extrême gauche s'inscrit dans cette continuité. Elle s'appuie sur un narratif artificiellement créé qui prétend qu'il existe en Suisse un racisme systémique et que la police serait particulièrement concernée par ce phénomène. Ainsi, pour lutter contre ce prétendu phénomène, la motion demande que les policiers remettent un « récépissé » aux personnes contrôlées. C'est une chicane bureaucratique de plus qu'on tente ainsi d'imposer en la drapant de la lutte contre un phénomène (le prétendu racisme systémique) qui n'existe que dans les discours d'une gauche violente et militante.

L'effet sera l'affaiblissement de la sécurité des Vaudois

Par le dépôt de cette motion, la gauche espère pouvoir brandir dans quelques années la preuve que la police vaudoise commet des délits de faciès et que le nombre de personnes contrôlées d'origine étrangère est plus important que celles d'origine indigène. Le but de la gauche n'est pas de garantir la sécurité des Vaudois, mais uniquement de faire valider son narratif victimiste.

Or, pour éviter de tomber dans ce piège, chaque policier aura deux stratégies possibles : soit diminuer le nombre de contrôles sur des personnes étrangères pour éviter d'être perçu comme étant raciste, soit augmenter artificiellement le nombre de contrôles sur des personnes indigènes pour créer une parité statistique qui le protégera contre l'accusation de racisme.

Finalement, dans les deux cas, on détourne les policiers de leur mission : à savoir protéger et servir la population vaudoise. Non seulement on crée une nouvelle bureaucratie, mais en plus celle-ci induira un changement de comportement qui affaiblira l'autorité protectrice de l'ordre public.

L'UDC Vaud ne sera ni la complice du narratif de la gauche violente et militante ni la complice d'un affaiblissement de la sécurité des Vaudois. Notre parti enjoint la majorité du Grand Conseil à éviter le piège grotesque de la gauche violente et militante et à refuser l'instauration d'un « récépissé » chicanier qui est uniquement destiné à être instrumentalisé politiquement.

UDC du canton de Vaud

Kevin Grangier, président du parti, 079 432 37 64
Cédric Weissert, député, président du groupe parlementaire, 076 378 69 89
Floriane Gonet, secrétaire générale, 078 661 36 72